

**Irak - Reconnaissance des titres et
diplômes des réfugiés irakiens en
France - Réponse de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question orale au Sénat**
(Paris, 16 janvier 2018)

Monsieur le Sénateur,

Vous posez une question particulièrement importante, et le Gouvernement est très sensible à la question de l'accueil des réfugiés.

Vous l'avez souligné, plusieurs dispositifs sont mis en oeuvre pour répondre à l'urgence de la situation, notamment pour la reconnaissance des diplômes et des talents.

Le Programme national d'aide à l'accueil en urgence des scientifiques en exil, ou PAUSE, créé en janvier 2017, a pour mission de favoriser l'accueil des scientifiques en situation d'urgence pour permettre leur intégration et assurer la continuité de leurs travaux.

Ce programme, dans lequel se sont investis de nombreux établissements d'enseignement supérieur, réunit aussi de grandes institutions de la recherche telles que le Centre national de la recherche scientifique - le CNRS -, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale - l'INSERM -, l'Institut national de la recherche agronomique, - l'INRA -, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique - l'INRIA -, ainsi que le ministère de l'intérieur et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

À ce jour, une centaine de scientifiques ont pu bénéficier de ce dispositif. Pour lui permettre d'atteindre une plus grande ampleur, tous les outils disponibles doivent être mobilisés.

Ainsi, en matière de reconnaissance des diplômes, nous disposons des attestations de comparabilité émises par le centre ENIC-NARIC France abrité par le Centre international d'études pédagogiques, le CIEP. Conformément à la convention de Lisbonne, l'évaluation des diplômes peut être assurée sur la base d'une grille de dix critères, laquelle permet d'établir une comparabilité.

Lorsqu'un diplôme étranger ne peut être comparé à un niveau de diplôme en France, le centre ENIC-NARIC France établit, sous réserve des résultats de l'analyse du dossier, une attestation de reconnaissance d'études ou de formation à l'étranger.

Nous avons veillé à ce que le coût de ces deux procédures reste relativement modeste, afin qu'il ne constitue pas une entrave.

Les professions réglementées font effectivement l'objet d'une procédure spécifique. Pour ce qui concerne le secteur médical, celle-ci est définie par le ministère des solidarités et de la santé ainsi que par les ordres professionnels, afin de concilier la valorisation des compétences acquises avec les standards nationaux. Dans ce cadre, après un test de connaissances, la pratique fait l'objet d'une observation renforcée pendant trois ans, avant que le bénéficiaire puisse voler de ses propres ailes.

Je déduis de votre question qu'il est sûrement nécessaire de mieux faire connaître ces dispositifs, y compris aux publics concernés : il n'est pas certain que toutes et tous puissent faire valoir leurs droits en toute connaissance de cause. Il nous appartient de porter tous ces éléments à leur connaissance, afin que leur nouveau départ en France se fasse sous les meilleurs auspices./.

(Source : site Internet du Sénat)